

## ÉTUDE DE CAS

### *La nouvelle loi sur la violence familiale au Cambodge et les obstacles à sa mise en oeuvre* - RETOUR DE STAGE -

Par **Valérie Veilleux**, diplômée du baccalauréat en relations internationales et droit international, Université du Québec à Montréal (UQÀM).



#### Une nouvelle loi cambodgienne sur la violence familiale

Les 16 et 29 septembre 2005, l'Assemblée nationale et le Sénat du Gouvernement royal du Cambodge adoptaient respectivement la « Loi sur la prévention de la violence familiale et la protection des victimes »<sup>1</sup>, mise en vigueur par l'apposition de la signature du Roi Sihamoni le 24 octobre 2005. Vivement attendue, cette nouvelle loi cambodgienne a permis de renforcer les protections légales existantes pour les victimes de violence familiale<sup>2</sup>. Toutefois, bien qu'étant en vigueur

---

<sup>1</sup> En anglais : *Law on the Prevention of Domestic Violence and the Protection of Victims*. [ Voir le texte de loi en annexe. ]

<sup>2</sup> Notons que dans la langue française, il n'existe pas de terme référant exactement à la notion anglaise de « *domestic violence* ». Elle englobe à la fois le concept de « violence familiale » et celui de « violence conjugale ». Cependant, afin d'alléger le contenu de la présente étude de cas, le premier terme a été adopté comme traduction générale.

depuis un an déjà, la loi demeure toujours inappliquée<sup>3</sup>.

En ce sens, l'objectif de la présente étude de cas vise à présenter un portrait général de la problématique liée à la mise en oeuvre de cette nouvelle loi. Dans un premier temps, nous exposerons brièvement le contenu des dispositions de la nouvelle loi sur la violence familiale. Ensuite, nous présenterons les différents facteurs pouvant faire obstacle à son application. Enfin, nous allons identifier quelques unes des mesures entreprises par la communauté des organisations non gouvernementales (ONG) afin de remédier à la situation.

#### Le contexte d'adoption

Bien que tardive, l'adoption à l'automne 2005 d'une loi sur la violence familiale correspond à une tentative de la part de l'État cambodgien de se conformer à ses obligations internationales, particulièrement en tant que partie depuis 1992 à la « Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes » (CEDEF) et, notamment, en réponse à la « Recommandation générale no 19 sur la violence envers les femmes » du Comité CEDEF<sup>4</sup>.

---

<sup>3</sup> Cambodian League for Promotion and Defense of Human Rights (LICADHO), *A LICADHO Report: Violence Against Women in Cambodia 2005*, janvier 2006, p. 3. [En ligne]: <http://www.licadho.org/reports/files/77LICADHOREportViolenceAgainstWomen05.pdf>

<sup>4</sup> Pour le texte de la CEDEF et la recommandation générale no 19 du Comité, voir en ligne : <http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/>

Par ailleurs, dans le contexte de la campagne internationale des « Objectifs de Développement du Millénaire » sous l'égide des Nations Unies, le renforcement du cadre légal de protection des droits des femmes fait partie des cibles nationales du Cambodge. Dans ce but, et en parallèle avec la réforme judiciaire actuellement en cours, le Ministère des Affaires féminines et des Anciens Combattants (MWVA)<sup>5</sup> du Cambodge est responsable de l'adoption d'une « perspective de genre » au sein du corps de lois et du système judiciaire cambodgiens, ainsi que dans l'application et le suivi de la mise en oeuvre de ces lois<sup>6</sup>.

À cet effet, le MWVA a été fortement appuyé depuis 2001 par l'organisme allemand de développement international GTZ<sup>7</sup>. Une première version du projet de loi sur la violence familiale a été soumise à l'Assemblée nationale dès 2002<sup>8</sup>. Regroupées en coalition sous le nom de CAMBOW<sup>9</sup> depuis l'an 2000, les ONG cambodgiennes oeuvrant pour l'avancement du statut des femmes ont également contribué pour une grande part aux activités de plaidoyer et de lobby qui ont mené au passage de la loi sur la violence familiale. De 1992 à 2005... c'est dire qu'il en a fallu du temps avant l'adoption d'une loi protégeant les femmes dans la sphère privée au Cambodge!

---

<sup>5</sup> *Cambodian Ministry of Women's and Veteran's Affairs.*

<sup>6</sup> MWVA, *Five-Year Plan: Legal Protection of Women and Girls.* [En ligne] :

[http://www.mwva.gov.kh/mwva\\_5\\_year\\_legal.htm](http://www.mwva.gov.kh/mwva_5_year_legal.htm)

<sup>7</sup> *Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit*

<sup>8</sup> GTZ [En ligne] :

<http://www.gtz.de/en/weltweit/asien-pazifik/kambodscha/8825.htm>

<sup>9</sup> *The Cambodian Committee of Women (CAMBOW).*

[En ligne] : <http://www.licadho.org/cambow/>

## Contenu et portée de la loi

De portée élargie, la définition de la notion de « violence familiale » contenue dans la nouvelle loi cambodgienne étend la protection à toute personne résidant sous le même toit et dépendant d'un même ménage (article 2). Parmi les gestes et comportements représentant des actes de violence familiale énumérés dans le texte de loi, l'agression sexuelle y est définie à l'article sept, permettant ainsi de présumer que le « viol conjugal » constitue un crime en regard de la loi cambodgienne. Reste à savoir si les juges interpréteront la loi en ce sens...



Tel que spécifié dans son article premier, la nouvelle loi sur la violence familiale poursuit avant tout un objectif de *prévention* et de *protection* plutôt que de *punition*. En ce sens, des mesures préventives et protectrices, telles que l'intervention policière (ou d'une autorité locale) sans mandat en cas de *flagrant délit*, ou l'émission immédiate d'une injonction de protection temporaire de la Cour sur demande de la victime, permettraient de mieux cerner le *caractère spécifique*<sup>10</sup> de la violence familiale. Ain-

---

<sup>10</sup> Le « caractère spécifique » des crimes de violence familiale tient du fait qu'il s'agit d'actes de nature répétitive; qui prennent place dans la sphère privée; dont les femmes sont les principales victimes; et dont l'aspect

si, la loi sur la violence familiale octroie un pouvoir d'intervention élargi aux policiers et aux magistrats en cas d'appréhension de violence ou de récidive du même type<sup>11</sup>.

Toutefois, en écartant complètement le volet punitif au profit de celui de la prévention, la loi sur la violence familiale porte en elle-même une cause essentielle de son inapplication. En effet, en ce qui concerne les sanctions, la loi repose entièrement sur le Code pénal du Cambodge. Pourtant, le Code pénal actuellement en vigueur, instauré à titre *provisoire* au début des années 1990 sous l'UNTAC (*United Nations Transitional Authority in Cambodia*), ne comporte aucune sanction pour les offenses dites « mineures » - parmi lesquelles figurent généralement les crimes reliés à la violence familiale. Le Code pénal cambodgien étant présentement en cours de révision, il pourra éventuellement remédier à cette lacune. Néanmoins, dans l'état actuel, et en attendant le passage de ce nouveau Code pénal, les recours judiciaires pénaux demeurent court-circuités pour les victimes de violence familiale<sup>12</sup>.



D'ailleurs, le fait d'intégrer les actes de violence conjugale dans le cadre normatif du droit pénal, au même titre que quelconques crimes sanctionnés par la loi tend à morceler l'objectif de spécificité recherché<sup>13</sup>. Ainsi, malgré les intentions décrétées, la nouvelle loi sur la violence familiale demeure orientée vers la préservation du noyau familial et la réconciliation plutôt que vers l'élimination de la culture d'impunité à l'égard de la violence perpétrée à l'encontre des femmes cambodgiennes.

### Les obstacles de mise en œuvre au niveau de l'État et du système judiciaire

De façon générale, le cadre légal cambodgien, soit la Constitution et les législations existantes, est perçu par les spécialistes comme contenant suffisamment de dispositions protégeant les droits des femmes et assurant l'égalité des sexes<sup>14</sup>. L'enjeu réside plutôt dans la mise en œuvre de ces lois, tant par l'appareil exécutif du gouvernement que par les instances judiciaires.

En effet, outre les lacunes importantes au niveau de l'infrastructure institutionnelle et des ressources humaines et matérielles faisant

---

psychologique est une facette généralement prédominante par rapport à la violence physique.

<sup>11</sup> MWVA, *The prevention of domestic violence and the protection of the victims*. [En ligne] : [http://www.mwva.gov.kh/ministry\\_activities\\_dv.htm](http://www.mwva.gov.kh/ministry_activities_dv.htm)

<sup>12</sup> Mon argument est basé sur une discussion informelle au sujet de l'inapplication de la nouvelle loi sur la violence familiale avec Ham Sunrith, avocat de défense des droits humains à la LICADHO dans la section *Monitoring Office for the Human Rights Lawyer's Program*. [Été 2006]

<sup>13</sup> Voir la note de bas de page no 8.

<sup>14</sup> *Violence Against Women in Cambodia 2005*, LICADHO, *op. cit.*, p. 4.

obstacle à l'application de la loi et à une protection adéquate des victimes, il existe un manque flagrant de volonté politique de la part du gouvernement<sup>15</sup>. Depuis la ratification de la CEDEF en 1992, très peu de mesures ont été prises par le gouvernement pour combattre la violence envers les femmes cambodgiennes. Le problème a été délégué au MWVA, qui a mis sur pied successivement les stratégies nationales quinquennales *Neary Rattanak* I et II, et créé en 2001 le Conseil national cambodgien pour les femmes (*Cambodian National Council for Women*)<sup>16</sup>. Malgré tout, la responsabilité gouvernementale est plus souvent qu'autrement délaissée aux mains des ONG locales. Bien que le chapitre six de la nouvelle loi sur la violence familiale stipule expressément l'obligation du gouvernement de prendre des mesures pour éduquer et sensibiliser la population et les principaux intervenants en la matière, il est improbable qu'on observe à court terme un revirement de la situation à moins d'une très forte pression extérieure.

### **Un exemple de cas de violence familiale au Cambodge:**

Sethul et Serei\* sont mariés et ont deux filles. Suite à la naissance de leur second enfant, Sethul commence à montrer un comportement violent envers Serei, afin de l'empêcher d'entretenir toute relation avec ses amis et avec les membres de sa parenté. Il menace régulièrement sa femme et ses filles avec hache et couteaux afin qu'elles n'aillent pas à l'extérieur de la maison, ni à l'école.

Un jour, Sethul attache et séquestre Serei et leurs deux filles, leur interdisant de demander de l'aide aux voisins. Après quelques temps, Serei et ses filles réussissent à s'échapper de la maison, mais Sethul les retrouve. Pour les punir, il leur frappe violemment les cuisses et l'aîne avec un tube de fer.

Le cas est rapporté à une ONG de défense des droits humains, qui intervient immédiatement avec l'aide des policiers et de l'autorité locale. Les victimes sont placées dans un refuge pour femmes auprès d'un centre spécialisé. Un appui est fourni pour le processus légal afin d'aider Serei à porter plainte et à demander une injonction de protection immédiate à la Cour. Toutefois, l'affaire est ensuite classée du fait de la mort de Sethul d'une maladie grave.

**\*Les noms utilisés dans le présent exemple de cas sont fictifs afin de protéger la confidentialité des informations.**

---

<sup>15</sup> *Ibidem*, p. 5.

<sup>16</sup> MWVA, *Five-Year*. [En ligne] : [http://www.mwva.gov.kh/mwva\\_5\\_year.htm](http://www.mwva.gov.kh/mwva_5_year.htm)

En outre, il existe une carence généralisée de sensibilisation au problème de la violence familiale au sein du système judiciaire, tant au niveau du corps policier que de la magistrature. Ainsi, sauf si la victime est gravement blessée, les policiers répugnent généralement à enquêter en cas de violence familiale, considérant qu'il s'agit d'une question *privée* au sein du ménage<sup>17</sup>. Cette attitude renforce la culture d'impunité envers les agresseurs et décourage fortement les victimes de rapporter leur situation et de chercher une aide extérieure. Généralement perçu comme inefficace et corrompu – trop souvent à juste titre –, le système judiciaire a perdu toute crédibilité auprès de la population cambodgienne. Par conséquent, les règlements extrajudiciaires illégaux, tels que les compensations monétaires (partagée avec l'autorité *conciliatrice*) ou les « réconciliations » avec l'agresseur menées par un représentant de l'autorité locale, abondent et sont souvent considérées comme le seul recours pour les victimes<sup>18</sup>.

### Le contexte socioculturel et ses impacts

Par ailleurs, l'attitude générale de la population cambodgienne, tendant à banaliser le phénomène de la violence familiale<sup>19</sup>, pose indéniablement un obstacle majeur à l'application effective de la nouvelle loi. Selon une étude publiée par GTZ en mai 2006, plus de 30% des Cambodgiens pensent que la violence physique est appropriée lorsqu'une épouse remet en question les privilèges de son conjoint, se querelle avec lui ou ne lui montre

pas suffisamment de respect<sup>20</sup>. En effet, il existe un important décalage entre la loi et la perception culturelle prévalente parmi la population, qui considère la violence familiale comme socialement acceptable – ou du moins tolérable.

À cet égard, la hiérarchie patriarcale au sein de la société et de l'unité familiale, ainsi que son corollaire, l'infériorité du statut social de la femme, demeurent des éléments incontournables de la culture cambodgienne. Particularité notable, cette conception traditionnelle du rôle subordonné de la femme cambodgienne est codifiée à l'écrit dans le *Chbab Srei*, un « code moral pour les femmes » énonçant des règles de comportement que doivent suivre à la lettre les femmes dites *vertueuses*<sup>21</sup>. Le *Chbab Srei* continue d'être enseigné aux jeunes filles dans plusieurs écoles, contribuant ainsi à perpétuer des normes sociales discriminatoires à l'égard des femmes.

En ce qui concerne plus spécifiquement la violence familiale, plusieurs proverbes contenus dans le *Chbab Srei* encouragent les femmes cambodgiennes à tolérer un degré élevé de violence, tant physique que psychologique. En effet, elles sont enjointes à respecter et servir leurs maris *en toutes circonstances*, en se montrant douces et soumises et en conservant une patience *infinie*. De plus, l'extériorisation des problèmes familiaux et conjugaux hors de la cellule familiale est mal perçue : « *Ne jacasse jamais à tes parents à propos de ton mari, car cela peut causer l'éruption du village* »<sup>22</sup>. Sans contredit, la séparation entre les sphères publique et privée est palpable dans la société cambodgienne et porte de lourdes conséquences pour les femmes victimes de violence, puisque le rôle traditionnel de la femme demeure en

---

<sup>17</sup> Mélanie Walsh, *Report on Cambodian Women's Situation : Domestic Violence, Sexual Assaults and Trafficking for Sexual Exploitation*, A Project on Women's Rights in Cambodia: A LICADHO – UQAM Partnership, mai 2006, p. 38.

<sup>18</sup> *Ibidem*, pp. 21.

<sup>19</sup> À ce jour, il n'existe pas d'étude nationale quantifiant le taux de prévalence de la violence familiale au Cambodge. On estime qu'une femme sur quatre est victime de *violence physique* de la part de son conjoint. (Source : CAMBOW, *op. cit.*)

---

<sup>20</sup> GTZ, *Cambodia : Violence against women is widespread*. [En ligne] :

<http://www.gtz.de/en/aktuell/15685.htm>

<sup>21</sup> Une traduction anglaise du *Chbab Srei* est incluse en annexe dans : Mélanie Walsh, *op. cit.*, pp. 51-52.

<sup>22</sup> *Ibidem*, p. 9. [Traduction libre.]

grande partie confiné au domaine familial *privé*.

D'autre part, l'impact psychosocial des conflits prolongés qui ont profondément ravagé le pays pendant plusieurs décennies et, en particulier, du génocide perpétré sous le régime des Khmers rouges, qui a provoqué la désintégration du tissu social communautaire et des cellules familiales, contribue à la persistance d'une culture de violence intégrée au sein de la société cambodgienne et reflétée dans la sphère privée<sup>23</sup>. En outre, la pauvreté grandissante dans laquelle est plongée la majorité de la population cambodgienne est également un facteur tendant à accroître l'ampleur du problème de violence familiale<sup>24</sup>.



## Les actions des ONG cambodgiennes, pivots informels d'application de la loi

Tel que mentionné précédemment, la relative inaction du gouvernement du Cambodge quant à la mise en œuvre de la loi sur la violence familiale laisse un rôle étendu aux ONG locales dans la lutte contre la violence envers les femmes... sans pour autant leur procurer les ressources nécessaires!

Ceci étant dit, diverses mesures et actions sont entreprises au sein de la communauté des ONG cambodgiennes afin d'améliorer la situation<sup>25</sup>. Divers organismes offrent une assistance directe aux victimes de violence familiale, tels que les soins médicaux, la thérapie, l'hébergement dans des refuges confidentiels, la réintégration sociale - incluant parfois une formation professionnelle technique afin de permettre à la victime d'acquérir une indépendance financière-, et l'aide juridique gratuite pour les procédures judiciaires. En général, ces services ne sont pas tous offerts à l'intérieur d'une même ONG et ces dernières travaillent généralement en collaboration les unes avec les autres, formant ainsi un véritable réseau d'entraide<sup>26</sup>. Toutefois, notons que ce réseau d'ONG est loin d'équivaloir à une infrastructure nationale d'assistance aux victimes et que le manque de ressources est toujours considérable, en particulier dans les zones rurales, où vit la majorité de la population cambodgienne.

<sup>23</sup> *Ibidem*, p. 10.

<sup>24</sup> *Violence Against Women in Cambodia 2005*, LICADHO, *op. cit.*, p. 2.

<sup>25</sup> Il ne s'agit pas ici de fournir une liste exhaustive, mais plutôt de donner un aperçu général des activités entreprises par le secteur des ONG au Cambodge. Ces informations sont en majeure partie tirées de mon expérience de stage à la LICADHO.

<sup>26</sup> D'ailleurs, c'est dans ce but que la plupart des ONG cambodgiennes oeuvrant pour l'avancement des droits des femmes se sont réunies en coalition sous CAMBOW (*The Cambodian Committee of Women*) et mènent des activités de réseau tant à l'échelle nationale, que régionale et internationale.



De surcroît, les ONG cambodgiennes sont impliquées dans plusieurs activités d'éducation, de sensibilisation et de promotion, tant au niveau de la population générale que des principaux intervenants en matière de violence familiale, tels que les policiers, magistrats et autres représentants de l'autorité locale. Par exemple, une émission radiophonique bihebdomadaire est diffusée à une échelle quasi-nationale par les membres de la coalition CAMBOW et aborde tout particulièrement les thèmes concernant la violence envers les femmes. En plus de fournir une information pratique et variée, les animatrices et invités reçoivent directement les appels des auditeurs.

Dans cet objectif de sensibilisation, la Ligue cambodgienne pour la promotion et la défense des droits de l'homme (LICADHO) publie également des photos-romans thématiques illustrant des cas typiques de violence familiale, d'agression sexuelle et de trafic humain pour fins d'exploitation sexuelle. Présenté sous forme d'histoire, il s'agit d'un support visuel éducatif qui est beaucoup plus facile d'accès et plus susceptible de capter l'intérêt de la population générale qu'un ouvrage ou rapport sur le sujet. Le but est, entre autres, de s'attaquer aux normes sociales enracinées qui perpétuent l'infériorité culturelle des femmes, en montrant le revers de la médaille – la femme comme victime d'une *violence sexo-spécifique* – et en promouvant une image alternative de la

femme, comme bénéficiaire d'un statut et de droits égaux.

En outre, les ONG cambodgiennes sont engagées dans plusieurs activités de lobby auprès des autorités gouvernementales. Ces dernières ont notamment conduit à l'adoption de la loi sur la violence familiale, dont nous traitons dans la présente étude de cas. Leurs actions visent désormais à amener le gouvernement à prendre des engagements plus concrets concernant l'*application* de cette nouvelle loi, ainsi qu'à adopter une législation sur le trafic de femmes et d'enfants pour fins d'exploitation sexuelle<sup>27</sup>. Parmi les activités de lobby de CAMBOW, mentionnons les lettres ouvertes et les entretiens avec divers ministres et députés du gouvernement; les marches symboliques et performances théâtrales se déroulant lors de la « Journée internationale des femmes », le 8 mars de chaque année; ainsi que la « Campagne des 16 jours d'activisme contre la violence envers les femmes », de portée mondiale et débutant le 25 novembre, « Journée internationale contre la violence envers les femmes », et se terminant le 10 décembre, « Journée internationale des droits de l'Homme »<sup>28</sup>.

---

<sup>27</sup> CAMBOW, *Current goals*. [En ligne] : <http://www.licadho.org/cambow/goals.html>

<sup>28</sup> Kek Galabru, Présidente de la LICADHO et présidente de CAMBOW, *Speech: 16 Days Campaign Against Gender Violence 2004*, dec. 2004. [En ligne]: <http://www.licadho.org/reports/files/6916daysspeech2004.pdf>

## En guise de conclusion...

En somme, bien que l'adoption d'une nouvelle loi sur la violence familiale constitue un important pas en avant pour le Cambodge, un regard transversal sur la loi et son contexte de mise en oeuvre, tant au niveau proprement juridique que sur le plan des instances exécutives et judiciaires et de la société en général, laisse planer des doutes sur l'effectivité de son application à court et moyen termes. En ce sens, le rôle du réseau d'ONG cambodgiennes, en tant que substituts informels des autorités locales et nationales, entre autres, pour la protection des victimes, la sensibilisation générale, et le *monitoring* de l'application de la loi, est crucial. Les sphères d'activités des ONG locales ne cessent de s'accroître et leur dynamisme est indéniable. Pourtant, faute de ressources adéquates et luttant souvent à contre-courant avec les autorités gouvernementales, elles sont loin de suffire à la tâche face à la prévalence grandissante du problème de violence familiale au Cambodge. Il est essentiel que le gouvernement cambodgien instaure sans délai un plan de mise en oeuvre détaillé pour la loi sur la violence familiale et qu'il établisse une véritable infrastructure nationale de services aux victimes.

Une première brèche à la culture d'impunité à l'égard de la violence perpétrée envers les femmes cambodgiennes a été percée avec l'adoption de cette nouvelle loi; il faut maintenant travailler à l'élargir.



# ANNEXE I

**KINGDOM OF CAMBODIA  
NATION RELIGION KING**



**DRAFT LAW  
ON  
THE PREVENTION OF DOMESTIC VIO-  
LENCE AND THE PROTECTION OF VICTIMS**

*The Latest Updated Version from the Adoption by the National Assembly  
On 05-09-16*

# **CHAPTER 1**

## **General Provision**

### **Article 1.\_**

This law has the objective to prevent domestic violence, protect the victims and strengthen the culture of non-violence and the harmony within the households in society in the Kingdom of Cambodia.

This law is in the purpose to establish a legal mechanism to prevent domestic violence, protect the victims and preserve the harmony within the households in line with the Nation's good custom and tradition and in accordance with Article 45 of the Constitution of the Kingdom of Cambodia, in addition to the regulations in effect.

# **CHAPTER 2**

## **Scope of the Implementation**

### **Article 2.\_**

Domestic violence is referred to the violence that happens and could happen towards:

- 1- Husband or wife
- 2- Dependent children
- 3- Persons living under the roof of the house and who are dependent of the households.

### **Article 3.\_**

Domestic violence is required to be prevented in time effectively and efficiently and that it is required to take the most appropriate measures in order to protect the victims or the persons who could be vulnerable.

Violence includes:

- Acts affecting life
- Acts affecting physical integrity
- Tortures or cruel acts
- Sexual aggression.

### **Article 4.\_**

Acts affecting life include:

- Premeditated homicide
- Intentional homicide
- Unintentional homicide resulted from intentional acts of perpetrators
- Unintentional homicide.

#### **Article 5.\_**

Acts affecting physical integrity include:

- Physical abuses with or without using weapons, with getting or not getting wounded
- Tortures or Cruel acts.

#### **Article 6.\_**

Tortures or cruel acts include:

- Harassment causing mental/psychological, emotional, intellectual harms to physical persons within the households
- Mental/psychological and physical harms exceeding morality and the boundaries of the law.

#### **Article 7.\_**

Sexual aggression includes:

- Violent sex
- Sexual harassment
- Indecent exposures.

#### **Article 8.\_**

It is also required to prevent threats aiming at frightening, shocking the victims and acts affecting individuality and properties of the persons living under the roof of the house and who are dependent of the same households.

Every disciplining by giving advice or reminding or appropriate measures taken to allow spouses or children or dependent persons to follow the good ways of living with dignity and the nation's good custom and tradition, if the disciplining and teaching are conducted with the noble nature (*consisting of compassion, pity, joy at other's happiness, and sincerity*) and in accordance with the principles of the United Nations Conventions on Human Rights and Child Rights recognized by the Kingdom of Cambodia, shall not be included as the use of violence or domestic violence.

## **CHAPTER 3**

### **Authorities and Procedures**

#### **Article 9.\_**

The nearest authorities in charge have the duty to urgently intervene in case domestic violence occurs or is likely to occur in order to prevent and protect the victims.

During the intervention, the authorities in charge shall make a clear record about the incident and then report it immediately to the prosecutors in charge.

#### **Article 10.\_**

In the purpose to prevent domestic violence and protect the victims, the officials of the Ministry of Women's Affairs who work in the fields regulated under this law shall obtain the legal qualification as the judiciary police and can act as the complaining party instead of the victims in accordance with the penal procedures in effect.

#### **Article 11.\_**

In case of the absence of the officials who have already earned the legal qualification as the judiciary police, other officials in charge including police officials, police agents, Royal Gendarmerie, local authorities in commune/*Sangkak*, officials of the Ministry of Women's Affairs as well as village chiefs who have intervened to prevent domestic violence and protect the victims shall be empowered under this law to make a record to the court.

This record has also the same value as the record made by judiciary police officials.

#### **Article 12.\_**

In performing their duty, the authorities in charge as stated under the above mentioned Article 9, Article 10 and Article 11 shall comply with the procedures defined in the provisions of this law and the procedures of the penal code in effect.

## **CHAPTER 4**

### **Prevention and Protection of Victims**

#### **Article 13.\_**

In order to prevent domestic violence which is occurring or is believed to occur, the authorities in charge shall intervene urgently by:

- Seizing the weapons or concrete objects that have been used or could use by the perpetrators
- Moving the perpetrators from the scene or moving the victims if there is a request from the victims. In any special case the victim can be removed without a request if there is a necessary reason to do so.
- Offering the appropriate assistance to the victims in accordance with their circumstances, especially providing the temporary shelter in which safety can be guaranteed and urgent medical assistance
- Explaining, educating and mediating both parties to stop violence and informing the victims about their rights to prevent violence as stated in Article 20 and Article 26 of this law.

The perpetrators in this law are referred to the persons who have committed, are committing and prepare to commit domestic violence.

#### **Article 14.\_**

In order to protect the victims' security, the authorities in charge can issue the administrative decisions in line with Article 43, Article 48 and Article 49 of the law on the Management of Commune Administration and take temporary measures in accordance with the existing laws as follows:

- Prohibiting from committing domestic violence by themselves or by others
- Prohibiting from destroying the properties or instructing not to put on sale the victims' or the victims' relatives' joint properties
- Prohibiting from approaching or entering the house shared together or the places where the victims stay or work without the permissions from the victims and the authorities in charge
- Taking other legitimate measures that are necessary to protect the safety of the victims and the household members or the persons involved.

#### **Article 15.\_**

If there is a request for intervention and the occurrence of the *Flagrante delicto*, the authorities in charge have the rights to have access to the scene, despite there is no warrant authorized by the court. In any cases that the officials and agents in charge believe with the reasonable ground that domestic violence has occurred during the past period of 48 hours, or could occur during the upcoming period of 24 hours.

During the intervention, the authorities in charge shall make a clear record about the incident and report it immediately to the prosecutor in charge.

#### **Article 16.\_**

Along with the intervention made by the authorities in charge, the victims can file a complaint to provincial/municipal courts asking for issuing a protection order.

The assigned judges shall issue the protection order with the presence or without the presence of the perpetrators.

#### **Article 17.\_**

To participate in the implementation of the penal procedures in effect, the authorities in charge cannot intervene to reconcile or mediate the criminal offences that are characterized as felonies or severe misdemeanors.

#### **Article 18.\_**

The authorities in charge can arrest the perpetrators who is committing the *Flagrante delicto* or any perpetrators who is violating the courts' protection orders as stated in Article 24 and Article

25 of this law without a necessarily authorized warrant from the courts. But beside the two cases, any arrests made by the authorities in charge without the authorized warrant from the courts shall be prohibited.

In case of complying with the provisions of the above mentioned section 1, the authorities in charge shall make a clear record, file the case and bring the arrested perpetrators to the courts immediately during the minimum period defined in the penal procedure code in order to take additional legitimate measures.

#### **Article 19.\_**

Any domestic violence which the criminal offences is characterized as felonies or severe misdemeanors shall be subjected to a criminal suit, despite the violence is already over.

The criminal complaint shall be made in the form as stated in this law and in accordance with the law on penal procedures in effect.

## **CHAPTER 5**

### **Authorities of the Courts**

#### **Article 20.\_**

The protection order is the civil measures and has the power to impose orders on the perpetrators, authorities in charge and the persons involved in the case.

The protection order can point at all subjects, status, activities or behaviors, as imposing to do something or prohibiting from doing something related to the requirement to protect the victims or any individuals who receive the threats of domestic violence.

The protection order can be:

- 1- Influential for a while
- 2- Temporarily influential in accordance with the provisions as stated in Article 23 of this law.

The judges in charge have the rights to issue a new protection order in accordance with the concrete situation or any order in an appropriate manner.

#### **Article 21.\_**

Only the provincial/municipal courts have the authority to issue the protection order in favor of the victims of domestic violence in all cases, despite domestic violence occurs repeatedly, as in the civil, administrative or criminal cases.

#### **Article 22.\_**

The complaint to ask for the protection order from the courts can be made by:

- 1- The victims or representatives of the victims or the authorities in charge within the victims' residential areas or officials, agents who fulfill their work at the scene
- 2- Any person who has learned about the incident of domestic violence if the victims are children, mentally retarded persons, or the persons whom the courts believe to be unable to file the complaint themselves.

### **Article 23.\_**

The protection order consists of two stages:

- 1- **Stage 1:** It is called the temporary protection order which is effective within a period of 2 (Two) months, issued during the emergency period during which domestic violence occurs immediately.
- 2- **Stage 2:** It is called the protection order which is effective within a period of 6 (Six) months, issued during the period during which the courts are investigating the case, the trial is not yet conducted, or before a final verdict is declared.

### **Article 24.\_**

The courts can issue the temporary protection order when receiving the complaint for protection without necessarily questioning the perpetrators, if the temporary measure is necessary to protect the safety and welfare of the victims or to preserve the properties of the victims temporarily before a final verdict is handed down.

### **Article 25.\_**

In issuing the protection order, the courts have the rights to define, impose an order on the activities of the perpetrators in order to protect the victims as follows:

- Prohibiting from committing domestic violence by themselves or by others
- Prohibiting from approaching or entering the house shared together or the places where the victims stay or work without the permissions from the victims and the authorities in charge
- Prohibiting the perpetrators from contacting the victims through any means
- Prohibiting from destroying the properties or arranging to put on sale the victims' or the victims' relatives' properties
- Separating the perpetrators or the victims, if there is a request, from the house shared together. In any special case the victim can be removed without a request if there is a necessary reason to do so.

The following additional measures can be taken if the courts know that it is necessary to protect or provide the safety, health and welfare to the victims:

- Ordering any police or Royal Gendarmerie to preserve personal properties of the victims

- Making a decision on the custody of the children and the rights to visit the children by paying the highest attention to the rights and interests of the children
- Halting the victims' duty of financial support towards the perpetrators
- Imposing the perpetrators to provide the financial assistance to the victims, based on the perpetrators' financial resources.

#### **Article 26.\_**

For the offences that are the mental/psychological or economic affected violent acts and minor misdemeanors, or petty crimes, reconciliation or mediation can be conducted with the agreement from both parties. The household members can choose any way by requesting parents, relatives, Buddhist monks, elders, village chiefs, and commune councilors to act as the arbitrators to solve the problems in order to preserve the harmony within the household in line with the nation's good custom and tradition in accordance with Article 45 of the Constitution of the Kingdom of Cambodia.

#### **Article 27.\_**

In accordance with the content of the above mentioned Article 25, the courts shall try to reconcile the violence disputed parties under the condition that it is in response to the wishes of the household members. While reconciling and mediating, the courts shall avoid putting pressures on the party who refuses to go along with each other or forcing any party to reconcile, or forcing to come into an agreement without the agreement from the two parties.

#### **Article 28.\_**

In case the violence is related to children, the authorities in charge who have the role to serve and protect the interests and welfare of the children shall do the follow up of this issue. In severe cases, the authorities in charge shall file a case to the courts.

Any responsible person assigned by the courts including the prosecutors shall take charge of doing the follow up of the situation of the children and make a report about this situation to the courts.

The courts can grant a mandate to the institutions in charge to seek assistance and support for the victims of domestic violence as well as to protect the safety and welfare of the victims when the courts are handling the proceedings.

#### **Article 29.\_**

Except in emergency cases as stated in Article 23, the courts shall inform the perpetrators about the request for the protection order in a period of not exceeding 5 (Five) days before looking into this issue. If the perpetrators do not show up at the courts to clarify about the reasons, the courts can examine this issue without the presence of the perpetrators or if it is necessary, the courts can take measures in accordance with the procedures in effect against the perpetrators who ignore the courts' decisions.

In case that the perpetrators are absent or ignore the court's decisions, the authorities in charge shall request the courts to take actions in accordance with the penal procedures in effect.

**Article 30.\_**

If there is a request from any party, the courts can amend, erase or add up the weight in the protection order after informing the other party in the period of 5 (Five) days before making decisions.

The parties can protest to ask the courts to review its decisions in the period of 2 (Two) months at the longest, starting from the day the courts issue the protection order.

**Article 31.\_**

The victims and the perpetrators have the rights to have legal representation or have the rights to choose a representative whom they have faith in at all stages of the proceedings.

**Article 32.\_**

After issuing the protection order, the prosecutors or the authorities in charge regulated by laws shall take all actions to enforce the protection order in accordance with the defined procedures.

## **CHAPTER 6**

### **Education, Dissemination and Training**

**Article 33.\_**

The State shall pay attention to educating and disseminating this law to make citizens throughout the country aware of the provisions of this law, especially on the responsibilities within the households and respecting the rights of each other in order to promote the value of Khmer families, morality, good manners, ways of living, ways of preserving and educating the households, ways to solve conflicts through non-violent and peaceful means, as well as to instruct them to aware of the measures to prevent domestic violence and protect the victims.

The State urges the parties facing the crisis of domestic violence to attend counseling sessions to learn about problem solving methods and education without using violence.

**Article 34.\_**

Ministries and institutions of the state shall strengthen cooperation with the authorities in charge, local authorities, organizations and private sectors in promoting dissemination and education programs for the citizens about the law on the prevention of domestic violence and the protection of victims.

Relevant officials and agents of organizations shall receive training sessions on the issues of domestic violence and the measures as stated in this law to make them aware of the major reasons causing domestic violence and other offences related to this issue.

## **CHAPTER 7**

### **Penalties**

#### **Article 35.\_**

Any acts of domestic violence that are considered as criminal offences shall be punished under the penal law in effect.

#### **Article 36.\_**

Criminal prosecution shall not be possible if there is a request from a victim who is an adult due to the offences are minor misdemeanors or petty crimes.

In case domestic violence has been repeated again in violation of the penal law, the courts shall charge the perpetrators in accordance with the penal procedures, even if there is a request from the victims again.

## **CHAPTER 8**

### **Ending Provision**

#### **Article 37.\_**

This law shall be declared in urgency.

This law was adopted by the National Assembly of the Kingdom of Cambodia on.....  
at the.....session of the 3<sup>rd</sup> legislature.

Phnom Penh, .....

**President of the National Assembly**

**Norodom Ranariddh**